

**Discours de S. E. SUFIAN AHMED
Ministre des Finances et du Développement économique
Gouverneur pour l'Éthiopie**

**45^e Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de
développement
et à la 36^e Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du Fonds africain de
développement**

Mai 2010
Abidjan, Côte d'Ivoire

Monsieur le Président des Conseils des gouverneurs,
Excellences Mesdames et messieurs les gouverneurs des Conseils du Groupe de la BAD,
Mesdames et messieurs les administrateurs,
Honorables invités,
Mesdames, messieurs,

C'est un réel plaisir pour moi de prendre la parole devant cette auguste assemblée à l'occasion des Assemblées annuelles de 2010 du Groupe de la Banque africaine de développement. Je voudrais également, au nom de la délégation éthiopienne et à mon nom propre, exprimé ma profonde gratitude aux autorités et au peuple de la république de Côte d'Ivoire pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité dont nous avons fait l'objet depuis notre arrivée à Abidjan ainsi que la qualité de l'organisation des présentes assemblées.

Monsieur le Président,
Honorables gouverneurs,
Mesdames, messieurs,

Comme vous le savez, 2009 a été une année de croissance économique difficilement acquise pour l'Afrique mais qui a subi les effets pervers de la crise financière mondiale. En dépit de l'allègement enregistré au niveau de certaines factures importantes, du fait de la baisse des prix des denrées alimentaires et du pétrole, la demande des exportations africaines a connu une baisse; les prix des produits de base ont marqué un repli, ce qui entraîne également une contraction des recettes touristiques et des envois de fonds des travailleurs migrants. Le resserrement du crédit au plan mondial et l'aversion des investisseurs pour les risques a eu pour conséquence une inversion des flux des portefeuilles, découragé les investissements directs étrangers (IDE) et rendu plus onéreux le financement du commerce.

Selon les récentes données disponibles, à la faveur de la reprise graduelle attendue de l'économie mondiale, les perspectives pour l'Afrique affichent une amélioration sensible en 2010. Toutefois, par rapport au taux de croissance annuelle de 7 pour cent ou plus requis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), l'Afrique reste toujours à la traîne.

Un autre défi représentant une menace pour l'avenir de la civilisation humaine est le changement climatique. L'Afrique n'a pratiquement pas contribué au réchauffement de la planète, mais est en train de devenir la première victime des effets de ce phénomène. Cela dit, il est encourageant de voir les Africains parvenir, pour la première fois, à prendre la décision de parler d'une seule voix et de dépêcher une seule équipe de négociation. Nous restons optimistes quant à l'issue des négociations et continuerons de lutter pour que la BAD soit chargée de l'administration de la part africaine des ressources, particulièrement en ce qui concerne les activités d'adaptation et d'atténuation des pays membres régionaux.

Monsieur le Président,
Honorables gouverneurs,
Mesdames, messieurs

En ce qui concerne la performance et les opérations du Groupe de la BAD au cours de l'année 2009, je voudrais saisir cette opportunité pour féliciter la Direction et le personnel de l'institution pour leur contribution à l'excellente performance en une période si difficile, caractérisée par une incertitude sur les finances mondiales. Selon les rapports, plusieurs des indicateurs financiers de la Banque affichent des résultats encourageants. Il s'agit là d'une performance louable qui vient confirmer la solidité des perspectives financières du Groupe de la Banque, telle que réaffirmée par la note de triple A (AAA) attribuée par les agences de notation.

Toutefois, en raison de la demande sans cesse croissante de l'aide au développement fournie par la Banque et de la concentration en début de période des ressources disponibles, on pourrait observer un dépassement des plafonds prudeniels d'ici à 2012. L'augmentation sensible de la demande de concentration des ressources en début de période de la BAD a entraîné une hausse exponentielle de ses prêts.

À présent, je voudrais exprimer la gratitude de mon gouvernement en ce qui concerne la souscription annoncée par le Canada et la Corée du Sud en vue d'augmenter leur part du capital exigible de la BAD de façon à permettre à la Banque de maintenir sa capacité de prêt sur la période intérimaire et d'éviter un dépassement des plafonds prudeniels en 2009 et 2010. Par ailleurs, je voudrais également appuyer l'invitation de la Banque lancée aux autres pays membres non régionaux à suivre l'exemple de ces deux pays.

À l'examen de l'état d'avancement des réformes, nous sommes heureux de constater que plusieurs mesures ont été prises. Nous voudrions, à cet effet, féliciter le Président Kaberuka et son équipe de la Haute direction, pour leur engagement et l'excellente conduite des réformes. Nous sommes en effet conscients du défi que constitue la réalisation d'un changement institutionnel. Cependant, dans le temps, on devrait noter une évolution manifeste vers l'objectif fixé pour les réformes de la Banque. Elles doivent avoir une incidence sur les opérations sur le terrain, et accroître l'efficacité de la Banque dans la prestation des services.

Nous reconnaissons qu'actuellement la Banque a une plus grande présence sur le terrain, les bureaux extérieurs étant également dotés de personnel compétent. À cet égard, je voudrais réitérer ici l'appel que nous avons lancé dans le passé, demandant que les bureaux extérieurs bénéficient d'une délégation suffisante de pouvoir de façon à leur permettre des décisions efficaces. À défaut de cela, les bureaux extérieurs ne contribueront qu'à gonfler le coût de fonctionnement de la Banque, avec très peu d'avantages pour les pays que l'institution est censée servir.

Monsieur le Président,
Honorables gouverneurs,
Mesdames, messieurs

Permettez-moi de parler brièvement de l'Éthiopie afin de vous informer sur sa situation actuelle. Notre premier objectif étant d'accélérer la croissance et de mettre un terme à la pauvreté, l'Éthiopie fait des progrès et a enregistré une forte performance économique, à en juger par le taux de croissance moyen du PIB réel de plus de 10 pour cent par an enregistré au cours de ces six dernières années. Nous avons également réussi à ramener le taux d'inflation sans précédent à un chiffre.

Je voudrais saisir cette opportunité pour saluer la décision prise à l'unanimité par le Conseil des gouverneurs de reconduire le Président en exercice de la Banque en vue de servir l'institution pour un second mandat. Je voudrais féliciter M. Kaberuka pour sa réélection à l'unanimité, ainsi que pour son leadership visionnaire et sa ferme direction du Groupe de la Banque à l'occasion des crises alimentaire et financière.

Je voudrais, en outre, saluer les nouveaux membres élus des Conseils d'administration de la Banque et du Fonds et leur souhaiter à tous plein succès dans l'exercice des plus hautes fonctions de supervision du Groupe de la Banque. Je voudrais également féliciter les administrateurs sortants pour leurs rendements exceptionnels au cours de leurs différents mandats et leur souhaiter beaucoup de réussite dans leurs futures responsabilités.

Pour finir, permettez-moi d'inviter tous les pays membres et nos partenaires au développement à travailler ensemble pour permettre à notre Banque d'accroître, avec succès, sa contribution au développement de l'Afrique. Une condition essentielle du succès tient à la participation active à la recherche de solutions à l'impact de la crise économique actuelle sur l'économie africaine et à l'accélération des mesures de même que la prise de l'initiative de mettre des ressources additionnelles à la disposition des PMR. Afin d'accélérer ces efforts, nous exhortons nos Plénipotentiaires à étudier la possibilité d'augmenter le niveau des ressources du FAD-12, afin de pérenniser les progrès réalisés au niveau du développement de l'Afrique.

Je vous remercie de votre aimable attention.